

Bras de fer Etat-CUA

L'assainissement échappe à la Mairie

Le gouvernement a porté un nouveau coup à la Mairie de Tana. Le service autonome de maintenance de la ville d'Antananarivo vient d'être retiré des attributions de la Cua. Le bras de fer continue.

Ca sent mauvais. Les dissensions entre le gouvernement et la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) s'amplifient. Le gouvernement récupère le contrôle du Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo (Samva), qui est l'organe chargé de l'assainissement dans la capitale, au détriment de la Mairie.

Désormais, le Samva est rattaché au ministère de l'Eau et son directeur désigné par le même département ministériel. C'est l'une des conséquences du décret pris en conseil du gouvernement concernant la fixation des attributions du ministère de l'Eau.

Pouvoirs amoindris

Le bouleversement du mode de désignation des responsables du Samva risque d'envenimer les relations entre le gouvernement et la CUA. Auparavant, le maire siégeait d'office en tant que président du conseil d'administration de l'organe et désignait par arrêté municipal le directeur de l'organe chargé de la gestion des eaux usées et de l'enlèvement des ordures.

La Mairie d'Antananarivo voit ainsi d'un mauvais oeil la décision du pouvoir central. «Il s'agit d'une mesure unilatérale dans la mesure où nous n'avons pris connaissance de la décision qu'à travers la presse», déplore un proche collaborateur du maire Andry Rajoelina.

La CUA appréhende une mesure visant à la discréditer, à travers la gestion de l'enlèvement des ordures. «En matière d'hygiène, la population ne connaît que la Mairie, et non le Samva», soutient le membre du staff du premier magistrat de la ville.

Le membre de l'équipe de Andry Rajoelina perçoit aussi la mesure comme une suite logique de ce qu'elle appelle des initiatives gouvernementales afin d'amoindrir les pouvoirs du maire. «Nous ne serons plus surpris si demain le ministère de la Santé désignera notre responsable social. A l'allure où vont les choses, la CUA n'aura plus comme tâche que la délivrance de copies de l'état-civil», ironise-t-il.

Le gouvernement se défend pourtant de tout calcul politique derrière les décisions. «Il ne faut pas tout politiser. Il s'agit seulement de choix techniques», assure Marius Ratolojanahary, ministre des Réformes foncières et de l'aménagement du territoire.

Même déclaration de la part du Tiako i Madagasikara (Tim). «C'est une question technique, donc laissons les techniciens en discuter. Nous ne trouvons pas d'objection à toute initiative visant à développer la ville», soutient Haja Ratsimandresy, conseiller municipal du parti présidentiel.

La question du Samva va s'ajouter aux dossiers brûlants entre les deux parties, après la gestion des recettes, la publication des dettes remontant aux années 80 ou la tentative d'ôter la gestion de la gare routière d'Ampasampito à la CUA. Le staff de Andry Rajoelina promet de ne pas rester les bras croisés et annonce une prochaine réaction.



Le ramassage des ordures n'est plus une attribution de la CUA.



Iloniaina Alain